



*W. K. H.*

EIGENTUM  
DES  
INSTITUTS  
FOR  
WELTWIRTSCHAFT  
KIEL

---

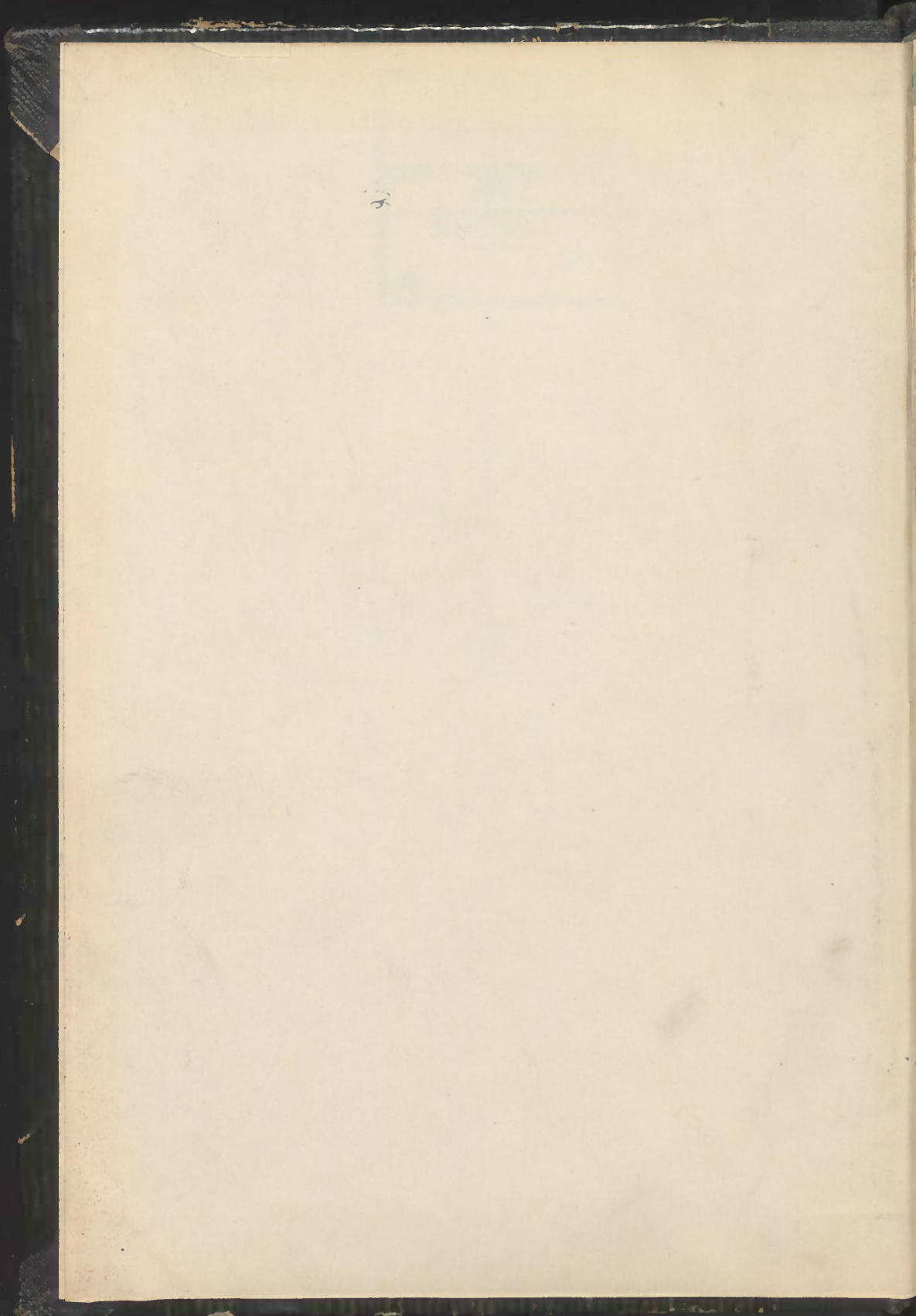
BIBLIOTHEK

---

Nr. II 12485







Union des Charbonnages, Mines et Usines métallurgiques  
de la Province de Liège.

DE LA RÉPARATION  
DES  
ACCIDENTS DU TRAVAIL  
EN BELGIQUE



LIEGE  
H. VAILLANT-CARMANNE, ÉDITEUR,  
8, Rue Saint-Adalbert, 8.

—  
1892





DE LA RÉPARATION  
DES  
ACCIDENTS DU TRAVAIL  
EN BELGIQUE

---

LETTRE

*à MM. les Présidents, Vice-Présidents et  
Membres du Sénat et de la Chambre  
des Représentants.*

LIÈGE, le 27 Avril 1892.

MESSIEURS,

La Chambre des représentants est actuellement saisie de deux projets de loi concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail : l'un, dû à l'initiative parlementaire, a été déposé par MM. Janson, Casse, Hanssens et Houzeau de Lehay, dans la séance du 17 mai 1890; l'autre, élaboré par une Commission spéciale, a été présenté, le 13 août 1891, sous le titre de Projet de loi sur le louage de services des ouvriers et des domestiques, par le Gouvernement qui s'est réservé le droit de l'amender ultérieurement.

Rarement, Messieurs, dans notre pays, problème plus vaste et plus redoutable s'est dressé en face du Législateur et depuis plusieurs années, il inspire les plus légitimes préoccupations à l'industrie dont les destinées se ressentiront nécessairement de la solution qui prévaudra au sein des Chambres législatives.

Notre Association, portant le plus vif intérêt à tous les progrès qui peuvent être réalisés en vue d'améliorer la situation des classes laborieuses, ainsi que les rapports entre le capital et le travail, a consacré de nombreuses séances à examiner sous toutes ses faces cette question si complexe et, après avoir mûrement réfléchi, elle prend la respectueuse liberté d'exposer ses vues aux Représentants de la nation.

Il faut reconnaître, Messieurs, que l'atmosphère dans laquelle se meut l'industrie moderne, n'est plus la même qu'il y a un siècle.

Le développement extraordinaire de nos mines et usines, les engins formidables qui y fonctionnent, la quantité d'ouvriers qui y travaillent, tout cela a amené une augmentation du nombre des accidents et malgré les mesures préventives les mieux étudiées, malgré les règlements les plus précis, malgré les instructions les plus formelles, il arrive inévitablement des catastrophes dont il est difficile, souvent impossible, de déterminer la cause génératrice. Ces accidents impressionnent vivement l'opinion publique qui est amenée, par le spectacle d'infortunes affligeantes, à faire le procès à la législation et

à réclamer un remède, une responsabilité, une réparation du dommage causé.

Sans doute, ces réclamations sont souvent empreintes d'exagération ; souvent aussi, en les formulant, on ne craint pas de diriger, principalement contre la grande industrie, des reproches immérités.

On oublie facilement les sacrifices que celle-ci s'est imposés pour assurer la sécurité du travail dans toute la mesure du possible, au point que notre industrie houillère, par exemple, est arrivée à une décroissance très accentuée du nombre d'accidents, plus accentuée même que dans un pays voisin dont on se plaint fréquemment à vanter les institutions économiques (1) ; on oublie facilement les œuvres multiples de patronage, de secours et de prévoyance qu'elle a organisées ; on oublie enfin que l'outillage moderne et les perfectionnements apportés dans l'industrie ont eu pour corollaire l'augmentation des salaires et qu'une partie de cette augmentation peut être considérée comme une véritable prime d'assurance payée à l'ouvrier : nous en puisons la preuve

(1) Nombre d'ouvriers tués dans les mines par 10000 ouvriers occupés :

	France	Grande Bretagne	Belgique	Prusse
1831-1840	»	»	31.07	»
1841-1850	»	»	29.74	»
1851-1860	34.04	40.61	29.32	20.54
1861-1870	29.61	33.29	26.05	28.64
1871-1880	22.49	23.54	24.50	28.96
1881-1890	18.53	19.36	19.92	29.34



dans ce fait que plus le travail est réputé dangereux, plus le salaire est élevé.

Mais, s'il est injuste de ne pas tenir compte des efforts faits par l'industrie pour diminuer le nombre des victimes et pour adoucir leurs souffrances, il n'est pas à méconnaître cependant qu'il y a quelque chose de fondé dans les griefs qu'on articule contre les lois existantes et qu'il est utile, tant au point de vue social qu'au point de vue humanitaire, de modifier ces lois.

Au point de vue humanitaire, il est à peine besoin de dire qu'on ne peut envisager sans pitié la malheureuse situation des mutilés du travail ou des veuves et enfants des ouvriers tués, quelle que soit d'ailleurs la cause de l'accident; c'est sous l'empire de ce sentiment de pitié que la jurisprudence cherche aujourd'hui à tempérer la doctrine défectueuse du Code: c'est par une fiction humanitaire, a-t-on pu écrire, que les tribunaux s'ingénient à trouver une faute, à la créer même là où elle n'existe pas, pour indemniser l'ouvrier demandeur en responsabilité.

Au point de vue social, il n'est pas douteux que la multiplicité des procès envenime les rapports entre le capital et le travail et qu'une législation qui écarterait le système de la responsabilité civile avec ses conflits dissolvants, ferait une œuvre d'apaisement éminemment désirable.

Le problème toutefois ne se réduit malheureusement pas à ces termes philanthropiques et sociaux : il se complique de graves considérations économiques.

Il est évident qu'en substituant un droit nouveau à la législation actuelle, il importe au plus haut degré de ne pas faire peser sur l'industrie des charges écrasantes. Petit pays, isolée au milieu de nations protectionnistes, la Belgique industrielle, vous le savez, soutient, à l'heure qu'il est, une lutte commerciale extrêmement ardue.

Le placement de ses produits devient de plus en plus difficile et si, en lui imposant des sacrifices ruineux, on apportait de nouvelles entraves à l'écoulement de sa production, on arriverait inévitablement à l'un ou l'autre de ces résultats, également désastreux pour la population ouvrière :

Ou bien, on rendrait impossible la vente de nos produits sur une vaste échelle et un grand nombre de travailleurs se verraient immédiatement, par contre coup, dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins ;

Ou bien, on serait inévitablement forcé d'abaisser le taux des salaires des travailleurs valides, pour pouvoir payer les indemnités allouées aux victimes des accidents du travail sans compromettre notre situation commerciale.

L'expérience a été faite en Suisse.

Le législateur, dans ce pays, a été obligé de réduire les indemnités, en fixant un maximum de réparation, à raison des charges trop onéreuses qu'entraînait pour le fabricant l'extension de sa responsabilité.

Il est donc essentiel de tenir compte, dans la fixation du taux des indemnités, de la situation de notre industrie, de sa



force de résistance et des conditions dans lesquelles elle se meut vis-à-vis de la concurrence étrangère.

Tel est, Messieurs, le triple point de vue qui doit dominer, à notre avis, l'examen de la question des accidents du travail, et ce serait une erreur, croyons-nous, de vouloir résoudre le problème, en se basant exclusivement sur les principes théoriques du droit.

Les deux projets de loi soumis à vos délibérations, loin de répondre aux desiderata que nous venons d'exprimer, soulèvent, au contraire, les plus graves objections; nous aurons l'occasion de les signaler au cours de l'exposé qui va suivre et qui contient, avec la solution que notre Association préconise, les motifs qui l'ont engagée à adopter cette solution.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

*Les Secrétaires,*

A. HABETS.

J. LECOCQ.

*Le Président,*

CH. BRACONIER DE MACAR.



## EXPOSÉ

### I.

I. Depuis 1840, en Belgique, l'Administration, en vertu d'une interprétation du décret de 1813, a imposé aux concessionnaires de mines l'obligation de s'affilier à des Caisses de prévoyance contre les accidents du travail. Dès 1812, un décret en date du 26 mai de cette année, avait tenté d'établir une Caisse de prévoyance au profit des ouvriers mineurs du Département de l'Ourthe, à la suite des catastrophes dont le pays de Liège fut le théâtre en 1811 et 1812.

Les ressources n'en furent pas organisées d'une manière assez puissante et la tentative n'eut d'autre résultat que de constituer, au profit de ces ouvriers, une rente annuelle de 2227 francs, insuffisante pour soulager les victimes des travaux miniers.

En 1839, vingt-cinq exploitants décidèrent entre eux l'établissement, dans la Province de Liège, d'une Caisse de prévoyance dont les Statuts furent approuvés par un Arrêté royal du 24 juin 1839, et bientôt il s'en établit de semblables dans les principaux centres d'exploitation de la Belgique.

Ces Caisses existent et fonctionnent actuellement au nombre de six et il est incontestable qu'elles ont rendu, depuis un demi-siècle, des services éminents.

Ces six Caisses, auxquelles sont associés cent soixante et un établissements miniers occupant plus de cent mille ouvriers, ont distribué depuis leur origine jusqu'en 1889, soit depuis 50 ans en moyenne, une somme de 51.687.655 fr. dont 31.513.589 fr. proviennent des subventions des exploitants, des subsides du Gouvernement et de la Province, des donations et legs de particuliers, et le restant des retenues opérées sur le salaire.

Le tableau suivant indique le chiffre des pensions et secours accordés pendant la période de 1880 à 1890, ainsi que le chiffre des recettes encaissées par les six Caisses de prévoyance, et l'on constatera que si, en 1880, les retenues sur les salaires sont égales aux cotisations des exploitants, la situation change à partir de cette date et qu'on arrive, en 1890, à un chiffre de fr. 1.831.197-60 pour les cotisations des exploitants contre fr. 460.602-68 pour les retenues sur les salaires.

ANNÉES.	PENSIONS.		SECOURS.		RETENUES SUR LES SALAIRES.		COTISATIONS DES EXPLOITANTS.		SUBVENTIONS DE L'ÉTAT.		SUBVENTIONS DES PROVINCES.		AUTRES RECETTES.	
	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
1880	1.427.824	40	474.782	00	715.395	86	715.395	35	44.641	00	9.250	00	318.382	17
1881	1.417.604	70	459.586	85	704.291	96	743.873	58	44.315	00	9.500	00	288.684	40
1882	1.440.152	06	433.998	86	490.797	87	1.086.264	99	44.649	45	9.650	00	279.980	02
1883	1.427.608	18	418.537	75	326.722	09	1.335.337	89	44.521	00	9.800	00	284.478	14
1884	1.418.873	28	417.932	20	307.757	42	1.210.918	32	44.897	63	9.800	00	279.000	75
1885	1.401.232	03	442.346	80	258.378	93	1.084.442	89	44.969	47	9.800	00	282.564	54
1886	1.342.175	68	458.607	46	244.147	50	1.043.195	27	44.357	90	9.800	00	406.157	98
1887	1.382.011	98	511.029	70	250.268	53	1.155.470	88	44.558	71	9.800	00	310.647	60
1888	1.399.562	89	530.573	20	275.035	77	1.237.442	56	44.643	34	9.800	00	414.005	37
1889	1.421.704	72	545.372	76	334.007	53	1.377.108	06	44.474	99	9.900	00	266.828	96
1890	1.477.522	53	545.164	86	460.692	68	1.831.197	60	44.470	08	9.800	00	277.616	68



De plus, conformément aux Statuts, les établissements associés aux Caisses de prévoyance ont fondé chez eux des Caisses particulières de secours qui se chargent des secours à accorder pendant les deux premiers mois après l'accident et distribuent annuellement environ 1.500,000 francs.

Voici d'ailleurs les chiffres exacts pour la période de 1880 à 1890 et ici encore on remarquera qu'à l'heure qu'il est, les Caisses particulières de secours sont pour ainsi dire alimentées exclusivement par les subventions des exploitants.

Années.	Cotisations des exploitants.	Retenues sur les salaires.	Total.
1880	193.371.14	1.426.757.23	1.628.120.37
1881	555.684.75	976.832.40	1.532.517.15
1882	729.211.51	706.045.93	1.435.257.44
1883	1.067.386.91	352.701.48	1.420.088.39
1884	1.150.318.62	299.051.05	1.449.369.67
1885	1.181.540.27	273.392.41	1.454.932.68
1886	1.187.805.38	271.881.06	1.459.686.44
1887	1.209.167.99	274.021.12	1.483.189.11
1888	1.498.433.20	271.568.52	1.479.380.24
1889	1.266.963.14	281.979.35	1.548.942.49
1890	1.488.834.69	354.970.00	1.843.804.69

Tels sont les résultats dont peuvent assurément s'enorgueillir les institutions de prévoyance et de secours de nos charbonnages.

Nous n'hésitons pas à dire qu'il serait profondément regrettable de voir disparaître ces institutions.

En réalité, comme le disait M. Woeste dans la séance du 19 mars 1890 de la Chambre des représentants, nos Caisses de prévoyance pour les ouvriers mineurs ne sont qu'une application de l'assurance à cette catégorie d'ouvriers.

*Au lieu d'en faire table rase, ne serait-il pas bien plus naturel d'en développer l'organisation, d'en augmenter les ressources et de les rendre obligatoires pour toutes les industries ?*

Le législateur ne pourrait-il même commencer par la réorganisation des Caisses de prévoyance qui fonctionnent pour les ouvriers mineurs et ne les étendre aux autres industries que par étapes successives, lorsque le fonctionnement des Caisses réorganisées de l'industrie minière aurait fait ses preuves ?

Le maintien des Caisses de prévoyance présente de multiples avantages.

Tout d'abord, il est incontestable que cette institution est entrée dans nos mœurs : elle est conforme à notre tempérament et à nos traditions. Or chaque pays a son génie particulier, ses tendances propres qu'il est toujours dangereux de ne pas respecter. C'est ainsi que l'œuvre gigantesque forgée en Allemagne ne saurait convenir à tous les peuples et M. Bœdiker, président de l'Office impérial des assurances à Berlin, n'hésitait pas à le déclarer au récent Congrès de Berne, en disant « qu'il ne croyait pas que les institutions allemandes fussent des modèles que d'autres nations, ne possédant pas le même système de gouvernement, ayant un autre développement historique et d'un tempérament différent, pourraient introduire sans danger chez elles. »

A un autre point de vue, le système que nous préconisons,



repose sur des rouages très simples et très peu coûteux.

Les Caisses de prévoyance sont gérées par des Commissions présidées de droit par le Gouverneur de la province. L'ingénieur en chef des mines en fait partie, de droit également, et les autres membres sont choisis parmi les propriétaires d'exploitations et parmi les maîtres-ouvriers.

Le mandat des membres des Commissions administratives est gratuit et les dépenses, réduites au minimum : pour éviter toute complication et tout rouage superflu dont l'existence est toujours onéreuse, les pensions sont acquittées au siège de l'exploitation à laquelle est attaché l'ouvrier ou sa famille, par les soins des propriétaires de la mine.

Aussi les frais d'administration des six Caisses de prévoyance belges ne se sont-ils élevés en 1890 qu'à fr. **42.502.30** centimes, pour fr. **2.022.687.39** centimes de pensions et secours, soit environ à **2 %** de ceux-ci. Pendant la période de 1880 à 1890, la dépense annuelle maximum, en frais d'administration, n'a jamais atteint **50,000** francs.

Pour la Caisse de prévoyance de Liège, les frais d'administration en 1890 ont été de fr. **8.786.91** seulement, alors que le montant des pensions et secours payés se sont montés à fr. **588.960.77**, soit de moins d'**1.5 %** de ceux-ci.

C'est là un résultat sur lequel nous ne saurions trop attirer l'attention du législateur.

En Allemagne, la charge résultant des frais d'administration des assurances contre les accidents est très lourde.

En 1889, les frais généraux d'administration, de contentieux et de prévention des accidents se sont élevés à plus du tiers du chiffre des indemnités, soit à **4.639.663** mark pour un total de **12.278.152** mark dépensés en indemnités effectives, soit à près de **38 %** de ces dernières.



Dans une corporation, celle de l'imprimerie, plus de la moitié des ressources s'en est allée aux frais d'administration.

Depuis la mise en vigueur de la loi sur les assurances jusqu'au 31 décembre 1890, les frais d'administration se sont élevés à **19.875.000** fr. pour un total de **52.500.000** fr. dépensés en indemnités effectives, soit à près de **27 %** de ces dernières.

Ce développement excessif de frais généraux n'est pas à craindre dans le système des Caisses de prévoyance.

Dans notre pensée, en effet, il ne s'agirait pas d'affilier aux Caisses de prévoyance des ouvriers mineurs, tous les établissements industriels, ce qui compliquerait inutilement leur administration. Ces Caisses resteraient ce qu'elles sont : tout au plus pourrait-on y admettre l'affiliation des établissements métallurgiques, ce qui n'entraînerait pas des frais d'administration sensiblement plus considérables. Quant aux autres industries, elles seraient groupées à part, en collectivités aussi importantes que possible et dans des rayons aussi réduits que possible, et chaque groupe formerait une Caisse de prévoyance spéciale qui n'aurait pas de frais d'administration plus élevés que les Caisses actuelles.

De cette manière, l'industrie, tout au moins la grande industrie, pourra faire face aux dépenses résultant des indemnités à payer aux victimes des accidents du travail ou à leurs héritiers, sans que ce service devienne trop onéreux pour elle.

Encore faudra-t-il que ces indemnités ne soient pas exagérées; car, nous ne saurions trop le répéter, la population ouvrière subirait inévitablement le contre-coup de toute mesure qui compromettrait la vitalité de notre industrie.

L'économie du système que nous venons d'indiquer d'une manière générale, se dégagera de l'examen successif des principales questions que fait surgir l'étude du problème de la réparation des accidents du travail.

## II.

La première de ces questions est de savoir à quels accidents doit s'appliquer l'assurance ?

D'après une statistique présentée en 1889 au Reichstag par le Gouvernement allemand, la moitié des accidents relèverait du hasard ou de la force majeure; un quart de la faute des patrons; un quart de la faute des ouvriers <sup>(1)</sup>.

<sup>(1)</sup> D'après cette statistique approximative sans doute, car la proportion du nombre d'accidents imputables au patron est évidemment exagérée, le nombre des accidents motivant indemnité, c'est-à-dire suivis de mort ou d'incapacité de travail de plus de treize semaines, a été en 1886 de 15.970, se répartissant comme suit :

### A) Accidents imputables aux patrons :

1. Installations défectueuses . . . . .	4.122 cas ou 7.03 %
2. Réglementation insuffisante . . . . .	334 — 2.09 —
3. Insuffisance de moyens de précaution . . . . .	4.700 — 10.64 —
Total . . . . .	3.156 — 49.76 %

### B) Accidents imputables aux ouvriers :

4. Non-utilisation des moyens de précaution existants . . . . .	281 cas ou 1.74 %
5. Infraction aux règlements . . . . .	825 — 5.17 —
6. Incurie, ivrognerie, etc. . . . .	316 — 1.98 —
7. Maladresse, inattention . . . . .	2.634 — 16.49 —
8. Mauvaise disposition des vêtements . . . . .	38 — 0.24 —
Total . . . . .	4.094 — 25.64 %

### C) Accidents imputables partiellement aux ouvriers et aux patrons :

9. Absence de moyens de précaution et négligence simultanées . . . . .	711 cas ou 4.45 %
10. Faute des camarades . . . . .	524 — 3.28 —
Total . . . . .	4.235 — 7.73 %

### D) Autres causes :

11. Dangers inhérents au travail . . . . .	6.931 — 43.40 %
12. Causes mal définies . . . . .	554 — 3.47 —
Total . . . . .	7.485 — 46.87 %



Pour la première moitié, tout le monde est à peu près d'accord aujourd'hui, dit M. Cheysson, inspecteur général des ponts et chaussées, à Paris, qu'il n'est pas juste de la faire supporter aux ouvriers, en les obligeant à fournir une preuve que la nature de l'accident ne comporte pas.

Il ne le serait pas moins de recourir au renversement de la preuve qui se borne à renverser l'iniquité au détriment du patron.

De là la notion du *risque professionnel* qui n'impute à personne cette catégorie d'accidents et les met à la charge des frais généraux de l'industrie, en modérant le taux de la réparation, sorte de transaction qui demande à chacune des parties en présence le sacrifice de ses prétentions extrêmes.

Cette transaction, qui, d'un accord presque unanime également, s'étendrait aux accidents causés par la faute légère du patron et de l'ouvrier, doit-elle aussi s'étendre aux accidents qui sont le résultat de la faute lourde ?

Nous n'hésitons pas à répondre affirmativement ; mais, nous estimons toutefois que dans le cas où il pourrait être constaté par un jugement correctionnel ou criminel que le patron a amené l'accident avec intention, il ne serait que juste de faire supporter au patron seul les conséquences de l'accident.

Nous tenons à faire remarquer la portée d'une disposition de ce genre.

Il est bien entendu que, pour donner lieu à la réparation totale du dommage, il ne suffirait pas qu'une condamnation soit prononcée contre le patron, à raison de l'accident.

Comme on l'a fait observer en France, semblable prescription exposerait le patron à de nombreuses poursuites correctionnelles, puisque ce serait désormais le seul moyen de le faire condamner à la responsabilité totale.



Or, si l'on peut compter sur l'impartialité du Parquet, on ne peut compter sur celle des instigateurs des ouvriers qui s'efforceront toujours de transporter le procès sur le terrain pénal, ce qui ne sera pas malaisé, puisque les tribunaux peuvent toujours être saisis, en matière correctionnelle, par la citation directe de la personne lésée.

Il est donc nécessaire de stipuler nettement que la faute intentionnelle seule, constatée par jugement, donnera lieu à la responsabilité totale de l'exploitant.

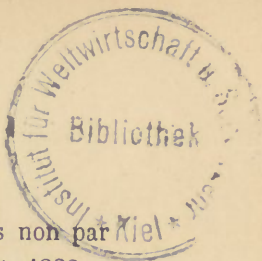
Réciproquement, l'ouvrier qui aurait provoqué un accident par sa faute intentionnelle, constatée par jugement, devrait être déchu de tout droit à l'indemnité prévue par la loi.

Hors ces cas exceptionnels, l'assurance, telle que nous la concevons, doit s'appliquer à tous les accidents et c'est ce qui va découler de l'examen du projet de loi de la Commission gouvernementale sur le contrat de louage de services des ouvriers et des domestiques.

D'après ce projet, la loi établirait trois catégories d'accidents :

*1<sup>re</sup> catégorie* : Accidents dus à l'inobservation des obligations du patron et donnant lieu à la réparation intégrale du préjudice causé. Ces obligations du patron sont définies dans l'art. 10 § 3 du projet, qui porte : « le chef d'industrie ou patron et le chef de ménage ont l'obligation de prendre, avec la diligence d'un bon père de famille, toutes les mesures propres à empêcher, autant que possible, que la sécurité de l'ouvrier ou du domestique ne soit compromise pendant l'exécution du travail ou du service, en proportionnant ces mesures aux dangers plus ou moins grands que celle-ci peut présenter, ainsi qu'à l'âge ou au degré d'apprentissage de l'ouvrier ou du domestique. »

Sous le régime du Code civil, les devoirs exigés du patron, et



dont la violation constitue une faute, lui sont imposés non par le contrat de louage de services, mais par les art. 1382 et suivants du Code civil, c'est-à-dire que l'ouvrier n'a contre le patron qu'une action délictuelle. Aux termes du projet, l'obligation du patron devient une obligation contractuelle : l'action de l'ouvrier dérive directement du contrat de louage de services.

C'est le système de M. Sainctelette ou de l'interversion de la preuve, mais avec une différence essentielle.

Dans le système de M. Sainctelette, l'obligation du patron de veiller à la sécurité de l'ouvrier constitue une *garantie absolue* de sécurité, de telle sorte que le fait même de l'accident élève une présomption de faute contre le patron et que celui-ci, pour se soustraire à la garantie, doit justifier que l'accident provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée.

Le projet de loi de la Commission gouvernementale ne va pas jusque là.

Aux termes de ce projet, le patron ne *garantit* pas la sécurité de l'ouvrier ; il s'engage seulement à *prendre toutes les mesures possibles pour empêcher que cette sécurité ne soit compromise*.

Il résulte de là que l'inexécution du contrat n'est pas établie par le seul fait de la blessure ou de la mort de l'ouvrier ; celui-ci doit de plus établir la corrélation de cet événement avec une omission des soins promis par le patron.

Le projet de la Commission se borne donc, pour la catégorie d'accidents que nous envisageons, à déplacer le siège juridique de la responsabilité, mais il ne consacre pas le système de l'interversion de la preuve.

2<sup>e</sup> catégorie : Accidents dus à la propre faute de la victime (et par là il ne faut pas entendre ses maladresses légères ou accidentelles).

En ce cas, aucune indemnité n'est due.



Enfin 3<sup>e</sup> catégorie : Accidents qui constituent des accidents de travail proprement dits et qui donnent lieu aux indemnités restreintes de la loi.

Au point de vue théorique, à ne considérer que le droit pur et la justice idéale, la conception de la Commission du gouvernement et la division tripartite des accidents qu'elle a adoptée, peuvent être inattaquables ; mais nous ne pensons pas qu'on puisse les transporter dans le domaine de la pratique.

Dans l'état actuel de l'industrie, tout projet de loi qui, en vue de résoudre la question des accidents du travail, impose au patron des charges nouvelles et onéreuses, *doit nécessairement avoir pour corollaire la suppression de la responsabilité civile*, comme le proposent MM. Janson et consorts (1).

On ne peut songer à infliger de lourds sacrifices aux patrons, sans leur assurer, en échange, la paix avec leurs ouvriers et empêcher que tout accident fasse surgir un procès.

Il y a là un but essentiel et primordial à atteindre.

Au point de vue social, nous l'avons déjà dit, supprimer les procès, c'est amener, sans contredit, une détente dans les relations entre patrons et ouvriers, c'est tarir une source perpétuelle d'irritation qui va grandissant, c'est faire œuvre de rapprochement et faciliter l'accord indispensable qui doit régner entre le capital et le travail.

Au point de vue économique, on ne peut espérer que l'industrie puisse, sans danger, cumuler les charges de l'assurance avec celles de la responsabilité civile.

Tel est bien pourtant le système de la Commission gouvernementale. L'omission des devoirs essentiels imposés au patron,

(1) « Art. 23. — Les patrons dont les ouvriers sont assurés conformément au régime de la présente loi, sont affranchis de toute autre responsabilité envers leurs ouvriers, victimes d'accident du travail. »



par la loi, en vue d'assurer la sécurité de l'ouvrier, donne à celui-ci une action en réparation intégrale du préjudice causé. Au lieu d'être délictuelle, cette action sera contractuelle; mais la loi n'en laisse pas moins subsister la responsabilité civile.

A côté de cette responsabilité, le projet prévoit et organise la réparation des accidents du travail proprement dits et des accidents dus à la faute légère de la victime.

Pour ces deux dernières catégories d'accidents, les conséquences en seront couvertes obligatoirement par l'assurance (art. 52), mais cette assurance constituera évidemment une charge nouvelle et extrêmement onéreuse.

En Allemagne, on a parfaitement compris l'accroissement de dépenses considérable qu'entraînerait la réparation, même partielle, des accidents dus au cas fortuit et à la faute légère de la victime et la loi a pris soin de supprimer la responsabilité civile, même en cas de faute lourde du patron, et de soumettre les accidents dus à cette faute lourde à la même réparation partielle que les autres.

Rien de semblable dans le projet de loi de la Commission gouvernementale, de telle sorte qu'il n'est pas téméraire d'affirmer que les industriels belges, si semblable projet pouvait être adopté, non seulement verraient leur situation considérablement aggravée, mais seraient même plus mal traités que les industriels allemands.

On objectera peut-être que la proposition de loi ne soumet à la réparation intégrale que les accidents dus à une omission de précautions, constituant un oubli des devoirs essentiels imposés au patron et qu'elle fait rentrer, dans la catégorie des accidents ne comportant qu'une réparation partielle, ceux qui auraient pu être évités ou atténués par certaines dispositions ou précautions, pourvu que l'omission ou l'insuffisance

des unes ou des autres ne constituent pas l'oubli des devoirs essentiels dont nous venons de parler.

Il y a là, évidemment, une atténuation de la responsabilité.

Mais combien légère et inefficace sera cette atténuation, il est aisé de s'en rendre compte.

Un ouvrier est victime d'un accident : cet accident est le résultat d'une omission de précautions qui ne constitue pas l'oubli des devoirs essentiels du patron. Par suite de sa blessure, la victime a droit, aux termes de la nouvelle loi, à 65 % de son salaire, si l'incapacité est absolue, et si elle n'est que partielle, à une rente variant entre 10 et 50 % du salaire.

L'expérience ne nous dit-elle pas que l'homme d'affaires ira trouver l'homme blessé et l'invitera à plaider à tout hasard la faute lourde, l'oubli des devoirs essentiels du patron ?

Et pourquoi l'ouvrier résisterait-il à ces suggestions ?

Quelle chance mauvaise court-il ?

Grâce à l'assistance judiciaire, il n'a pas de frais à exposer et quand il aura perdu son procès, il sera tout simplement jugé que le patron n'a aucune faute lourde à se reprocher, et l'ouvrier recevra néanmoins l'indemnité partielle prévue pour les accidents dus au cas fortuit ou à la faute légère du patron ou de la victime.

Le patron sera donc en butte à d'incessantes poursuites et il ne faut pas perdre de vue que les procès grèvent lourdement son budget ; car même en cas de gain, il a à supporter, indépendamment de nombreux tracasseries, tous les frais de justice qu'il expose en première instance, en appel, parfois même en cassation, et qu'il ne peut naturellement récupérer contre le demandeur indigent.

En revanche, s'il vient à perdre son procès, le fisc ne manque pas de lui réclamer le montant des droits de timbre et d'enre-



gistrement, portés en débet, et, dans ce cas, les frais de greffe et d'expédition, les frais d'huissier et autres peuvent aussi être recouvrés sur lui.

Pour l'ouvrier, la situation sera-t-elle meilleure ?

Le patron, en présence du danger qui le menace, n'aura-t-il pas intérêt, dans bien des cas, à soutenir que l'accident est le résultat de la faute lourde de l'ouvrier et par conséquent à lui refuser toute indemnité, même l'indemnité partielle prévue par la loi ?

D'autre part, soucieux de sa sécurité, n'aura-t-il pas recours aux Compagnies d'assurances ?

Dans ce cas, celles-ci seront substituées au patron; mais comme le dit très bien M. Cheysson, les Compagnies d'assurances ne sont pas tenues d'avoir des entrailles et elles n'en auront pas.

Pour peu qu'il y ait chance de faire subir à l'ouvrier la déchéance tirée de sa faute lourde, elles s'empresseront de plaider contre lui et pourront parfois le faire avec succès.

En un mot, autant d'accidents, autant de procès : c'est la guerre déclarée de part et d'autre et pour ainsi dire installée en permanence au cœur du travail. « Quelle que soit l'issue  
« de ces procès, » ajoute M. Cheysson, « ils auront aigri les  
« rapports dans l'atelier et semé des haines qui fermenteront  
« jusqu'à ce qu'elles éclatent. Il importe donc de trouver une  
« combinaison qui les prévienne, qui répare immédiatement  
« le dommage et laisse le minimum de chance à l'introduction  
« de l'agent d'affaires, qui, comme les harpies antiques, souille  
« et empoisonne tout ce qu'il touche.

« C'est ce qu'a recherché le législateur allemand et l'on peut  
« dire que même les adversaires de son œuvre sont obligés de  
« reconnaître qu'il a du moins atteint ce but. Les patrons, qui



« articulent de nombreux griefs contre la nouvelle organisation, concèdent qu'elle a détendu leurs rapports avec leur personnel et tari les innombrables procès que suscitait la législation antérieure.

« Ce résultat est un bienfait très réel qu'on ne peut refuser à la loi du 6 juillet 1884, sans préjudice des critiques qu'elle peut encourir par ailleurs. »

Le système de la Commission gouvernementale, nous l'avons démontré, ne vise pas ce but : loin d'éteindre les procès, il les provoque. C'est là son vice radical, indépendamment des charges écrasantes qu'il fera peser sur l'industrie, et ce vice provient de ce qu'il entend résoudre le problème, en se basant exclusivement sur les principes du droit pur.

Nous l'avons dit en commençant, c'est une grave erreur, et les considérations que nous avons développées, le démontrent surabondamment.

A cet égard, le projet de loi de MM. Janson et consorts encourt des critiques analogues, puisqu'il limite le champ de l'assurance au risque professionnel (accidents de travail proprement dits — accidents dus à la faute légère de l'ouvrier ou du patron).

Encore une fois, nous ne méconnaissons pas ce que cette conception peut avoir de logique et de juridique. Sans doute, on peut soutenir en principe qu'il convient de laisser à chacun la responsabilité de sa faute lourde; mais encore une fois aussi, nous plaçons avant tout la question sur le terrain pratique, celui du règlement pacifique des indemnités et de l'atténuation des charges qui résulteront de la nouvelle législation, et, à notre sens, c'est ce double point de vue qui doit emporter la solution.

III.

Le champ de l'assurance ne doit pas s'étendre à tous les accidents, quel que soit leur degré de gravité, et il est essentiel de n'appliquer le nouveau régime qu'aux accidents sérieux entraînant une incapacité de travail d'une durée assez longue.

La loi autrichienne prend les accidents à partir de la cinquième semaine, la loi allemande à partir de la treizième semaine seulement.

M. Cheysson explique très bien la nécessité de distinguer entre les accidents graves et les accidents légers.

Pour ces derniers, le secours et le traitement ne présentent pas le danger d'engager l'avenir, mais ils ont besoin d'être surveillés de près, sous peine de fraude et d'abus : il est si facile, quand on a une foulure, un effort, une luxation, de prolonger la convalescence aux dépens de la caisse !

D'autre part, il résulte des statistiques dressées en Allemagne que les accidents légers sont beaucoup plus nombreux que les accidents graves, de telle sorte qu'il importe de soustraire les premiers à la loi, pour la délester. « Elle y gagne, dit M. Cheysson, de ne s'appliquer qu'aux accidents sérieux qui, par leur gravité même et leur lointaine répercussion, méritent l'intervention de la loi avec ses formes solennelles, ses contraintes et ses garanties.

« Cette limitation a été relativement facile pour l'Autriche et l'Allemagne ; grâce à l'organisation dont ces pays sont dotés pour l'assurance contre les maladies, les blessés y sont soignés par la Caisse des maladies pendant la première période. »

En France, le projet de loi voté par la Chambre des députés,



écarte également les petits accidents et confie aux Caisses particulières de secours et aux Sociétés de secours mutuels l'office des Caisses de maladies allemandes ou autrichiennes. Les soins à donner aux blessés leur incombent en vertu de ce projet, pendant les trois premiers mois à partir de l'accident.

Le même système est adopté dans le fonctionnement actuel de nos Caisses de prévoyance, c'est-à-dire qu'elles n'interviennent dans la réparation du dommage qu'un certain temps après l'accident, et nous croyons que ce régime doit être conservé, dans la nouvelle organisation, en mettant, à charge des Caisses particulières de secours ou des Sociétés de secours mutuels, les accidents n'entraînant pas une incapacité de travail de plus de trois mois.

#### IV.

Nous avons déjà dit ce que nous pensons du taux des indemnités.

En Allemagne, la victime reçoit, en cas d'incapacité totale, 66  $\frac{2}{3}$  p. c. de son gain journalier pendant toute la durée de l'incapacité. Si l'incapacité n'est que partielle, la victime reçoit une fraction de la rente totale calculée en tenant compte du degré d'invalidité.

En cas de décès, la veuve reçoit une rente viagère de 20 p. c. du gain journalier de son époux.

Il en est de même pour les ascendants du défunt, si celui-ci était leur unique descendant.

Enfin, chaque enfant, jusqu'à l'âge de 15 ans, reçoit 15 p. c. du gain journalier de son père.

Le projet de loi de MM. Janson et consorts adopte, pour le



taux des pensions par rapport au salaire, une proportion évidemment exagérée, qui n'a été admise, ni même proposée, dans aucun pays. Dans ce projet, les indemnités pécuniaires seraient de 80 p. c. du salaire journalier moyen de la dernière année du travail, en cas d'incapacité totale; de 10 à 50 p. c. du salaire journalier, en cas d'incapacité partielle, mais permanente; de 65 p. c. en cas d'incapacité temporaire; enfin, en cas d'accident suivi de mort, la veuve recevrait 35 p. c. et en outre chaque enfant jusqu'à l'âge de quatorze ans, 10 p. c. du salaire journalier moyen que recevait la victime pendant la dernière année de travail, sans toutefois que l'indemnité totale allouée à la veuve et aux enfants puisse dépasser 65 p. c. de ce salaire.

Notre Association a voulu se rendre compte, aussi exactement que possible, des charges qu'entraînerait, pour l'industrie charbonnière, l'application du projet de loi proposé par MM. Janson et consorts, et, pour y arriver, elle a fait minutieusement relever toutes les demandes de pensions qui ont été présentées à la Caisse de prévoyance de Liège pour les accidents survenus de 1871 à 1884 inclusivement, soit pour une période de quatorze années, sans distinguer entre les demandes qui ont été accueillies et celles qui ont été rejetées (<sup>1</sup>).

Les demandes de pensions ont été inscrites dans des tableaux année par année en regard de la date de l'accident.

Sur ces tableaux figurent : le nom du charbonnage où l'accident est survenu, la date de l'accident, le nom, la date de la naissance, l'âge et la profession de la victime, la nature de

(<sup>1</sup>) Ce relevé a été fait en réalité jusqu'en 1889; mais on s'est arrêté à l'année 1884, pour les conclusions à en tirer, parce qu'on a constaté que de nombreuses demandes ne sont introduites ou admises que plusieurs années après la date de l'accident.

l'accident, le nom, la date de la naissance et l'âge des personnes sollicitant des pensions, l'échéance et la catégorie des pensions accordées, ainsi que la date de la décision de la Caisse de prévoyance.

Ces tableaux renseignent de plus le classement des pensions accordées par la Caisse de prévoyance, le motif du refus, le cas échéant, et, enfin, un classement spécial des indemnités que nous avons établi et dont le détail est reproduit à l'Annexe I.

Ce travail préliminaire et considérable a permis d'établir la progression du taux de la prime qui serait à payer pour couvrir les rentes à leur échéance.

Pour obtenir ce résultat, nous nous sommes basés sur le salaire moyen et pour faciliter les calculs, nous avons supposé un salaire annuel de 1000 francs par ouvrier et une rente égale, soit de 1000 francs, pour le cas d'incapacité totale, c'est-à-dire pour la 1<sup>re</sup> catégorie.

Nous avons établi nos calculs d'après le nombre exact d'ouvriers renseignés dans les rapports de la Caisse de prévoyance pendant les années sur lesquelles les opérations ont été faites (Voir Annexe II), de sorte que, malgré les bases fictives choisies, les taux proportionnels des primes, exprimés en pour cent du salaire, sont les mêmes que si l'on avait opéré sur le salaire exact et si l'on avait admis une base de pension de 1<sup>re</sup> catégorie égale à celui-ci.

Nous avons de plus porté fr. 0.80 de frais généraux et d'administration par année et par ouvrier.

Enfin, nous avons tenu compte de la vie moyenne, suivant les tables de population insérées dans l'Annuaire de l'Observatoire de Bruxelles (Voir Annexe III).

Ces bases admises, nous avons établi des tableaux d'admissions



et d'extinctions pour une période de 42 années<sup>(1)</sup> de 1871 à 1912 et nous avons pour cela fait subir un roulement à la période de 1871 à 1884, de façon à établir le nombre des pensions accordées par catégorie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1871 et restant à échoir au 31 décembre de chaque année jusqu'en 1912 (Annexe IV); nous avons ensuite établi le rapport entre le montant des dépenses, y compris les frais généraux et le salaire annuel. (Voir Annexes V A et V B.)

Ce travail donne comme résultats les taux suivants des pensions exprimés en pour cent du salaire annuel :

N° d'ordre.	Année.	Taux.	N° d'ordre.	Année.	Taux.
1	1871	0.308 %	22	1892	3.194 %
2	1872	0.532 »	23	1893	3.293 »
3	1873	0.631 »	24	1894	3.262 »
4	1874	0.788 »	25	1895	3.474 »
5	1875	1.004 »	26	1896	3.514 »
6	1876	1.147 »	27	1897	3.442 »
7	1877	1.353 »	28	1898	3.536 »
8	1878	1.547 »	29	1899	3.556 »
9	1879	1.676 »	30	1900	3.571 »
10	1880	1.757 »	31	1901	3.299 »
11	1881	1.995 »	32	1902	3.258 »
12	1882	2.104 »	33	1903	3.352 »
13	1883	2.142 »	34	1904	3.385 »
14	1884	2.286 »	35	1905	3.685 »
15	1885	2.402 »	36	1906	3.803 »
16	1886	2.496 »	37	1907	3.838 »
17	1887	2.386 »	38	1908	3.666 »
18	1888	2.425 »	39	1909	3.872 »
19	1889	2.579 »	40	1910	3.839 »
20	1890	2.705 »	41	1911	3.709 »
21	1891	3.010 »	42	1912	3.777 »

(1) Nous avons procédé sur 42 années, parce qu'en se basant sur la vie moyenne, la progression maximum du taux de la prime ne doit se produire qu'après cette période, étant donné que ce nombre d'années correspond à la vie moyenne des plus jeunes ouvriers, soit des ouvriers de 42 ans, et qu'il s'en est trouvé de cet âge parmi les pensionnaires de la Caisse de prévoyance.



Si l'on admet, avec MM. Janson et consorts, 80 % du salaire comme base des pensions en cas d'invalidité totale, et en cas d'incapacité partielle, les tantièmes que nous avons prévus dans le tableau repris à l'annexe I, également réduits à 80 %, on arrive à cette conclusion que le taux à payer, lors de la période maximum, serait de  $3.777 \times 0.80 = 3.0216$  % du salaire.

Un tel chiffre serait exorbitant <sup>(1)</sup>. Et il est à remarquer que notre résultat ne donne qu'un minimum de la dépense ; il n'est pas douteux que l'application du projet de loi de MM. Janson et consorts n'entraîne des charges bien plus considérables.

A l'heure actuelle, en effet, il existe nombre d'accidents qui ne forment l'objet d'aucune demande de pension à la Caisse de prévoyance et qui, en vertu de la nouvelle loi, exigeraient réparation ; d'autre part, le fonctionnement de cette loi nouvelle, analogue à celui de la loi allemande, entraînerait, par la complication de ses rouages et de la paperasserie, des frais d'administration plus élevés que ceux qui ont été prévus dans notre travail.

Le projet de la Commission gouvernementale reste dans une note beaucoup plus modérée. En cas d'incapacité absolue, permanente ou temporaire, il alloue à la victime 65 p. c. de son salaire quotidien moyen ; en cas d'accident ayant causé la

(<sup>1</sup>) Les cotisations actuelles des Caisses de prévoyance restent en général bien en dessous de ce chiffre. Celle de Mons seule perçoit 3 %, mais il est à remarquer que dans sa nouvelle organisation, cette Caisse se divise en Caisse des accidents et en Caisse de retraite. La première reçoit 2 % des salaires et la seconde 1 %. La Caisse du Centre perçoit 2 1/2 % des salaires dont moitié sous forme de retenues sur ceux-ci ; moyennant cette subvention élevée, elle a également pris l'engagement de servir des pensions de retraite. Les Caisses de Liège et de Charleroi ne font ce dernier service que pour autant que leurs ressources le permettent. La première perçoit 2 %, la seconde 1 1/2 % des salaires.

mort, il alloue 20 p. c. de ce salaire au conjoint survivant, à la condition que celui-ci soit incapable de subvenir à ses besoins, et 10 p. c. à chaque enfant jusqu'à l'âge de 14 ans, sans que l'indemnité totale puisse dépasser 50 p. c.

Il serait impossible, nous le répétons, d'aller au delà de ces indemnités ; nous estimons qu'il serait même nécessaire d'assigner, au taux de la prime, un maximum qu'on ne pourrait dépasser dans aucune hypothèse.

Qu'il nous soit également permis d'exprimer le vœu de ne pas voir fixer invariablement les indemnités à accorder aux différentes classes de mutilés.

Le projet de loi de MM. Janson et consorts, comme le projet de la Commission gouvernementale, indiquent pour l'invalidité totale, permanente ou temporaire, un taux immuable par rapport au salaire.

Ce système a l'avantage de supprimer les recours et de fermer la porte à l'action néfaste des agents d'affaires.

Il n'est pas à méconnaître, cependant, qu'il existe plus d'un degré dans l'échelle des cas d'incapacité totale et qu'il serait rationnel d'indiquer dans la loi les limites entre lesquelles ces indemnités seraient comprises, comme on est obligé de le faire pour les cas d'invalidité partielle.

Au surplus, rien n'empêcherait de réserver au Gouvernement le droit d'établir un tableau de l'indemnité type à accorder, pour les différents cas de mutilation, estimée en fraction de l'indemnité totale prévue par la loi, comme nous l'avons fait à l'Annexe I.



V.

Un point essentiel à noter, c'est que, d'après nous, le taux des pensions doit être calculé, non sur le salaire moyen individuel de la victime de l'accident, comme le proposent MM. Janson et consorts et la Commission gouvernementale, mais sur la moyenne du salaire de toute une catégorie d'ouvriers pendant une série de dix années.

En nous ralliant à ce système, nous n'avons fait qu'adopter les règles très sages suivies par nos Caisses de prévoyance.

Celles-ci, on l'a vu plus haut, évitent le plus possible les frais d'administration et s'attachent à consacrer la presque totalité des recettes au paiement des indemnités.

Le système contraire offrirait dans l'application, l'inconvénient d'une grande complication.

Demander que, pour chaque pension à accorder, il faille établir le salaire moyen de l'ouvrier, c'est exiger un long travail, hérissé de difficultés, entraînant de nombreuses recherches et, par suite, des frais considérables.

Semblable travail serait plus compliqué encore, si l'on admettait avec MM. Janson et consorts que le salaire, pour les pensions à allouer comme pour les primes à payer, doit s'entendre de la journée de 10 heures et que l'année sera comptée à raison de 300 jours.

Il est aisé de se rendre compte de la complication des écritures, lorsqu'on réfléchit que les listes de paiement sont partout dressées dans des conditions absolument différentes et que, partant, elles ne présenteront aucune utilité pour l'établissement du salaire moyen. Nul n'ignore, en effet, que dans les charbonnages, par exemple, l'ouvrier qui descend dans les



travaux et remonte, sa tâche achevée, est censé avoir fait *une journée*, quelle que soit la durée de son travail.

Dans l'hypothèse du salaire général moyen, au contraire, les Caisses de prévoyance ont sous la main tous les renseignements qui leur sont nécessaires pour le calcul des pensions. Les moyennes générales des salaires s'établissent avec beaucoup de facilité, grâce aux données que fournissent les rapports de ces Caisses.

A côté des avantages de simplicité et d'économie qui devraient suffire pour faire adopter le salaire général moyen pendant un temps déterminé, comme base des taux des pensions, il est à remarquer que ce système est beaucoup plus rationnel que l'autre.

Si, en effet, on admet le salaire journalier individuel, pourquoi ne tiendrait-on pas compte également du nombre des journées faites annuellement par les ouvriers victimes des accidents, chiffre qui varie d'ouvrier à ouvrier dans un même établissement ?

D'autre part, admettre le salaire moyen de la dernière année de travail, n'est-ce pas exposer l'ouvrier à recevoir trop peu, si l'accident est arrivé dans les années où les salaires sont bas, à recevoir trop s'il est arrivé dans une année où les salaires sont élevés ?

N'est-il pas plus raisonnable d'allouer, à toutes les victimes d'accidents du travail, des pensions uniformes pour une même catégorie de dommages, que de proportionner ces pensions d'une façon rigoureuse aux salaires individuels, au risque de donner le superflu aux uns, tandis que les autres recevraient à peine le nécessaire ?

Nous touchons ici à l'idée supérieure qui nous a guidés constamment dans la recherche d'une solution au grave problème de la responsabilité.

Le Code civil ne nous oblige à réparer qu'une catégorie d'accidents, mais il nous oblige à les réparer intégralement.

Ce que nous cherchons, au contraire, ce n'est pas la réparation intégrale des accidents, c'est la réparation de *tous* les accidents, en un mot, donner moins à certaines victimes, mais donner à toutes!

Nous le répétons d'ailleurs, le système que nous préconisons, a pour grand avantage de ne pas surélever les frais d'administration des Caisses de prévoyance.

Notre solution est d'autant plus acceptable qu'entre les deux modes de procéder, la différence n'est pas sensible, quant au résultat final, c'est-à-dire quant à la somme des indemnités à payer.

Si toutefois, elle ne paraissait pas suffisamment conforme aux idées de justice distributive, on pourrait peut-être établir des catégories d'ouvriers suivant l'âge, le sexe, etc., de façon à obtenir des moyennes se rapprochant davantage du salaire individuel.

En exprimant le vœu de voir admettre le salaire annuel moyen de dix années précédant l'année de l'accident comme base des pensions, notre Association désire, comme nous l'avons dit, éviter les fluctuations trop brusques et à des intervalles trop courts.

La période sur laquelle le calcul s'établira, doit être d'au moins dix ans, parce que l'on ne passe pas brusquement d'une époque normale à une année de prospérité : si l'on adoptait une période de cinq années seulement, il arriverait souvent que le salaire moyen d'une de ces périodes au milieu de laquelle se serait trouvée une année exceptionnellement prospère, soit notablement au-dessus du salaire moyen de la période quinquennale précédente et suivante.



Le tableau suivant renseigne pour l'industrie charbonnière les salaires moyens de 1871 à 1889, par année et par période décennale d'après les rapports de la Caisse de prévoyance de Liège :

En 1870	863 francs.	De 1860 à 1869	719 francs.
» 1871	899 »	» 1861 à 1870	743 »
» 1872	1023 »	» 1862 à 1871	768 »
» 1873	1150 »	» 1863 à 1872	808 »
» 1874	1138 »	» 1864 à 1873	862 »
» 1875	1090 »	» 1865 à 1874	909 »
» 1876	1020 »	» 1866 à 1875	943 »
» 1877	854 »	» 1867 à 1876	965 »
» 1878	855 »	» 1868 à 1877	969 »
» 1879	854 »	» 1869 à 1878	976 »
» 1880	921 »	» 1870 à 1879	980 »
» 1881	942 »	» 1871 à 1880	985 »
» 1882	953 »	» 1872 à 1881	989 »
» 1883	998 »	» 1873 à 1882	982 »
» 1884	931 »	» 1874 à 1883	966 »
» 1885	882 »	» 1875 à 1884	966 »
» 1886	858 »	» 1876 à 1885	921 »
» 1887	903 »	» 1877 à 1886	905 »
» 1888	938 »	» 1878 à 1887	910 »
» 1889	985 »	» 1879 à 1888	918 »

Ce tableau montre qu'il est équitable d'établir le salaire moyen sur dix années.

## VI.

Une autre question se greffe sur celle que nous venons de traiter.

Faut-il, comme base des pensions, adopter le salaire moyen de la collectivité ou le salaire moyen par établissement ?

En d'autres termes, faut-il pousser le système de mutualité jusqu'à payer la même pension aux ouvriers de deux établissements, alors que le salaire annuel moyen est beaucoup moins élevé dans l'un que dans l'autre ?

On ne doit pas perdre de vue qu'en Belgique des industries de même genre ont parfois des salaires très différents et que ceux-ci sont généralement en rapport avec les besoins des régions où ces industries fonctionnent.

D'un autre côté, l'ouvrier blessé continue souvent à habiter l'endroit où l'accident est survenu et il en résulte que ses besoins restent proportionnels au salaire moyen de la localité qu'il habite.

Désireux, cependant, de maintenir intact le principe de mutualité qui a toujours été appliqué par la Caisse de prévoyance de la province de Liège, nous préférierions voir adopter le salaire moyen de la collectivité, comme base des pensions.

Il est vrai de dire que tous les charbonnages qui sont affiliés à la Caisse de prévoyance, sont groupés dans un rayon très restreint, ce qui unifie beaucoup le salaire, et nous avons préconisé précisément l'établissement de collectivités aussi importantes que possible, entre industries similaires et dans des rayons aussi réduits que possible.

Il est évident que si des collectivités comprenaient des établissements situés dans différents bassins, l'adoption du salaire général moyen pourrait donner lieu à des réclamations très légitimes, mais ce cas ne doit pas se présenter.



VII.

C'est aussi pour rester dans les traditions des Caisses de prévoyance, c'est pour ne pas déroger au principe de mutualité que nous avons reculé devant le système qui consiste à effectuer le classement des risques des établissements que les Caisses de prévoyance sont appelées à embrasser.

Nous préférons voir répartir la charge des indemnités entre tous les patrons de l'industrie dans laquelle est survenu l'accident, proportionnellement au total des salaires payés par chacun d'eux.

Ce système est celui du projet gouvernemental français qui n'a pas été admis, il est vrai, par la Commission parlementaire du travail, mais auquel nous nous rallions, parce qu'encore une fois, il est conforme à nos traditions, parce qu'il n'a jamais suscité de réclamations, ni entraîné d'inconvénients, enfin parce qu'il échappe à la complication qu'entraîne la détermination des coefficients de risques. On sait, en effet, que le classement des risques est une des attributions les plus importantes et les plus épineuses des corporations allemandes. MM. Janson et consorts, dans l'article 6 de leur proposition de loi, se prononcent en faveur de ce classement, mais nous ne voyons pas la nécessité de rompre avec nos errements et de substituer, à un régime d'une remarquable simplicité, une organisation pleine de difficultés.

On objectera, peut-être, que le principe de mutualité absolue deviendra, comme on l'a dit, un oreiller de paresse et que le nombre des accidents se ressentira de son application.

Nous ne le pensons pas.

D'abord, le respect de la vie humaine est au fond du cœur

du patron, comme de l'ouvrier, et l'on ne peut admettre que la mutualité pousse à l'imprévoyance ou à la spéculation sur la vie humaine.

De plus, il ne faut pas perdre de vue que le Code pénal atteint les patrons en cas d'homicide ou de blessures involontaires et que la faute, même la plus légère, suffit pour entraîner une condamnation correctionnelle.

Pour détruire d'ailleurs l'objection tirée de l'absence de classification des risques, nous proposerons, comme l'a fait M. Emile Harzé à la *Commission du travail*, de frapper l'établissement industriel où se produira un accident, d'une amende qui représentera, au minimum, 10 % des pensions allouées aux victimes ou à leurs familles et ce, chaque année pendant toute la durée des pensions.

Cette taxe sur les accidents stimulera, pensons-nous, l'esprit de prévoyance, tout en allégeant les charges des autres affiliés. Elle existe déjà sous une forme un peu différente à la Caisse de prévoyance du Couchant de Mons où tout charbonnage dont les pensionnés pour cause d'accident touchent dans une année une somme supérieure au montant de sa subvention, verse 50 % de l'excédent à titre de subvention extraordinaire. Six charbonnages se sont trouvés dans ce cas en 1889 et ont versé de ce chef fr. 27,668.89. La somme acquise à la Caisse de prévoyance en vertu de cette disposition, de 1885 à 1889, a été de fr. 234,924.

#### VIII.

En ce qui concerne le paiement de la prime, notre Association est unanime à proposer de la faire supporter entièrement par les patrons.



L'intervention des bureaux de bienfaisance et de l'ouvrier, prévue dans le projet de loi de MM. Janson et consorts, complique le fonctionnement de l'assurance, exige une comptabilité spéciale, un contrôle incessant à exercer par la collectivité et entraîne, comme en Allemagne, des frais d'administration élevés.

Depuis longtemps d'ailleurs, on cherche en Belgique à supprimer la participation pécuniaire de l'ouvrier dans les institutions patronales.

La Caisse de prévoyance de Liège en a pris l'initiative en 1881. En 1882, la Caisse de Charleroi a suivi; récemment la Caisse de Mons est entrée également dans cette voie.

Aucun motif spécial ne commande de revenir en arrière.

## IX.

Parmi les questions importantes et difficiles que soulève l'organisation de l'assurance, il en est une capitale, particulièrement épineuse, et qui a été tranchée en sens différents par la législation Allemande et la législation Autrichienne.

En Allemagne, les corporations n'ont à supporter chaque année que la dépense provenant du service des rentes pendant cette année, c'est-à-dire que la loi se borne à exiger la répartition des annuités de l'exercice entre tous les associés; mais elle n'exige pas le versement au jour de l'accident du capital nécessaire pour assurer le service de chaque rente.

En Autriche, les établissements régionaux sont administrés en vue de constituer la réserve mathématique qui est la base correcte de toute Société d'assurances, c'est-à-dire que la loi

Autrichienne exige la constitution immédiate du capital correspondant à chaque rente accordée.

Chacun de ces systèmes présente ses avantages et ses inconvénients.

La combinaison adoptée par le législateur Allemand permet assurément de ne faire peser à l'origine sur l'industrie qu'une charge relativement faible, mais cette charge est destinée à s'accroître rapidement dans une proportion considérable. Cette combinaison dégage donc le présent, mais au détriment de l'avenir. Le système Autrichien, au contraire, impose aux patrons des charges immédiates plus lourdes, mais le présent ne léguera pas de charges à l'avenir et le taux des cotisations restera toujours à peu près le même.

Le vice radical de ce dernier système et qui doit le faire rejeter de prime abord, consiste, d'après nous, dans l'immobilisation de capitaux énormes enlevés à l'industrie et qui laissés à celle-ci fructifieraient bien davantage.

Sous ce rapport, le système Allemand présente un avantage indéniable; mais on peut se demander s'il ne laisse pas ouverte cette éventualité effrayante de voir un jour l'industrie, écrasée par des charges sans cesse croissantes, faillir à l'obligation que le législateur lui a imposée.

M. Woedtke, un des commentateurs de la loi allemande, répond à cette objection que dans les Associations ayant un caractère public qui rajeunissent continuellement, comme les communes, et qui, grâce à l'obligation d'en faire partie, portent en elles-mêmes la garantie de leur durée, il est inutile de prélever, d'après les principes scientifiques des assurances, des primes égales aux capitaux qui peuvent devenir nécessaires pour couvrir toutes les suites d'un accident.

Cette observation ne manque pas de justesse, en ce sens



que la solidarité des établissements associés et la durée des Associations donnent une certaine garantie que le service des pensions, jusqu'à extinction, sera assuré aux victimes d'accidents du travail ; mais les charges qui pèseront sur les affiliés ne diminueront pas pour la cause et, au fond, le système allemand consiste, suivant un mot très juste, à tirer une traite sur l'avenir.

En effet, les établissements qui liquident, légueront à la collectivité la charge des accidents provenant de leur fait et le danger qui résultera de semblable situation, est apparu si clairement au législateur Allemand qu'il a cherché à y parer, dans la mesure du possible, par la création d'un fonds de réserve dont le montant dépasse le double des besoins d'une année.

Encore a-t-il reconnu que la création de cette réserve pourrait bien n'être qu'un palliatif insuffisant, puisqu'il a prévu le cas d'Associations devenant incapables de remplir leurs obligations et qu'il a stipulé que, dans cette hypothèse, leurs droits et leurs obligations passeraient à l'Empire.

Il y a donc là un écueil qu'il importe au plus haut point d'éviter. Jusqu'à ce jour, nos Caisses de prévoyance, comme les Associations allemandes, ont admis en principe qu'en cas de retrait d'un affilié, celui-ci était délié de toute obligation vis-à-vis d'elles, c'est-à-dire que, quelle que soit la situation de la réserve au moment du retrait d'un affilié, celui-ci cessait de participer au paiement des charges, tandis que la Caisse continuait à servir jusqu'à leur extinction les rentes allouées aux ouvriers de cet affilié.

Aussi est-on arrivé à ce résultat qu'en cas de liquidation de la Caisse de prévoyance, la réserve ne permettrait pas d'assurer le service des rentes constituées jusqu'à leur extinction.

Nous estimons qu'on ne doit pas persévérer dans la même voie.

Sans parler de l'injustice qu'il y a à faire peser sur les établissements qui survivent, les obligations de ceux qui disparaissent, il faut reconnaître que le montant des pensions allouées en vertu de la loi à venir représentera un capital considérable, de telle sorte, qu'après un certain nombre d'années on pourrait arriver à une accumulation de charges excessivement compromettante pour le maintien d'une collectivité, si l'on conservait intact le mode de procéder des Caisses de prévoyance.

Comme il est d'autre part impossible, pour parer à l'inconvénient que nous signalons, d'exiger la constitution immédiate du capital nécessaire pour assurer le service des rentes allouées jusqu'à leur extinction, il est tout au moins indispensable de prendre des mesures au sujet des établissements affiliés qui viendraient à cesser le travail, à entrer en liquidation ou dont le crédit viendrait à être notoirement ébranlé.

Nous estimons qu'on peut concevoir une combinaison intermédiaire entre le système allemand et le système autrichien, qui, tout en évitant l'immobilisation des capitaux, assurerait le paiement, par l'affilié qui disparaît, de sa quote-part du capital des rentes restant dues par la collectivité au moment où il se retire.

## X.

Cette combinaison pourrait être réalisée comme suit :

Le fonds social de la collectivité serait constitué par le débit des établissements affiliés, c'est-à-dire que la collectivité deviendrait créancière *privilégiée* de chaque affilié pour le



montant de sa quote-part dans le capital nécessaire au service des rentes et des frais généraux <sup>(1)</sup>).

Le privilège aurait pour corollaire l'obligation pour chaque affilié de faire figurer, sous peine d'amende à déterminer, au passif de son bilan annuel, une somme au moins égale à celle restant due à la collectivité au 31 décembre de l'année précédente.

La collectivité exigerait le versement immédiat de la somme due par tout affilié qui cesserait le travail, entrerait en liquidation, etc.

Les rentes et les frais généraux annuels seraient couverts approximativement au moyen de versements anticipatifs faits trimestriellement par les affiliés à la collectivité proportionnellement aux soldes débiteurs de leurs comptes arrêtés au 31 décembre de l'année précédente.

(1) Voici comment cette quote-part serait établie; on débiterait chaque affilié :

a) Du montant de sa quote-part due pour les frais généraux. Ce montant serait calculé proportionnellement au nombre de pensions demandées en faveur de son personnel.

b) Du montant des intérêts de la somme laissée à la disposition de chaque affilié pendant l'année, calculés aux taux de capitalisation du capital des rentes.

c) Du montant des amendes (10 % au minimum des pensions allouées aux victimes ou à leurs familles et ce chaque année pendant toute la durée des pensions).

d) Du montant de la quote-part restant due par chaque affilié sur la différence entre le montant du capital des rentes dues ensuite des accidents survenus pendant l'année et le montant des amendes susdites. Cette quote-part serait calculée d'après le salaire annuel de chaque affilié. On établirait la différence entre le montant du capital des rentes dues ensuite des accidents survenus dans l'année et le montant des amendes, de la manière suivante :

1° On calculerait le montant du capital de toutes les rentes restant dues au 31 décembre par la collectivité, d'après la vie moyenne et un taux d'intérêt à déterminer.

2° On en défalquerait le montant des sommes restant dues à cette date à la collectivité par tous les affiliés, y compris les sommes prévues aux paragraphes a, b, c.

3° Et l'on obtiendrait ainsi une somme qui représenterait la différence entre le montant du capital des rentes dues ensuite des accidents survenus dans l'année et le montant des amendes, tout en rectifiant annuellement les légères différences provenant de ce qu'on aura calculé le capital des rentes d'après la vie probable.

D'après cette combinaison, une double garantie serait donc inscrite dans la loi :

1° *Envers les ouvriers pensionnés*, que toutes les rentes seront payées par la collectivité des affiliés solidaires;

2° *Envers la collectivité garante*, que toute somme due par un affilié sera payée à la collectivité, en cas de cessation de travail, de liquidation, etc., grâce au *privilege* dont elle jouira pour toutes les sommes dont les affiliés lui seront redevables.

L'existence de ce *privilege* permettra de ne pas exiger la constitution effective du capital des rentes, de telle sorte que l'industrie restera en possession de ses capitaux qu'elle pourra ainsi faire fructifier et que, d'autre part, la collectivité ne sera pas exposée au grand danger de voir les établissements qui disparaîtraient, lui léguer des charges considérables.

Ce *privilege* qui devrait porter sur les meubles et immeubles, est préférable, au point de vue de la sûreté des créances, à une prise d'hypothèque.

Ce *privilege* ne sera pas occulte : il sera porté à la connaissance du public, puisque chaque affilié sera tenu, sous peine d'amende, de faire figurer, au passif de son bilan annuel, une somme égale à celle restant due à la collectivité à fin décembre de l'année précédente. De cette façon, non seulement les affiliés seront obligés à se rendre un compte exact de leur situation vis-à-vis de la collectivité, mais les tiers et la collectivité elle-même seront à même d'apprécier si le crédit de chaque affilié est toujours bien établi.

En ce qui concerne les Sociétés qui ne sont pas légalement obligées à la publication de leurs bilans, et aux industriels, en nom personnel, peu nombreux dans la grande industrie, il sera facile à ceux qui y auraient intérêt, de savoir exactement l'importance de leur dette vis-à-vis de la Caisse de prévoyance :



il suffit que la loi oblige la collectivité à publier chaque année un rapport et à y renseigner les noms des affiliés et le débit de chacun d'eux; c'est ce qui se pratique aujourd'hui pour les actionnaires des Sociétés anonymes et coopératives qui n'ont pas complètement libéré leurs actions.

Dans le système de la répartition annuelle des charges, actuellement suivi par les Caisses de prévoyance, un établissement qui se fonde, supporte dès le premier jour une charge fort élevée, sans avoir franchi comme les usines existantes, les étapes successives de charges graduellement croissantes.

C'est là un inconvénient qu'évite la combinaison que nous venons d'exposer; car le capital de garantie dû par chaque affilié au 31 décembre de l'année précédente servira de base au paiement des rentes annuelles.

Le paiement des rentes se faisant d'après l'importance du capital dû par chaque affilié, il en résulte nécessairement que l'affilié nouveau sera exempt, à son entrée dans la collectivité, du paiement de toute rente accordée antérieurement.

D'autre part, l'affilié qui viendrait à quitter la collectivité, paiera le montant des sommes qu'il lui doit et ne laissera aucune charge à acquitter par les affiliés nouveaux.

La combinaison précitée, tout en garantissant le paiement de toutes les pensions, réduit aussi les frais généraux à leur plus simple expression.

En outre, elle n'exige pas de déplacement de fonds supérieur au paiement trimestriel des pensions et des frais généraux; elle limite l'encaisse à son minimum, ne donnant à la collectivité ni l'embarras, ni la responsabilité du maniement et du placement de capitaux considérables; elle ne crée aucune charge pour l'avenir et limite la dépense à une somme connue.

XI.

Une autre combinaison a toutefois rallié les suffrages d'un certain nombre de membres de notre Association qui préféreraient se rapprocher autant que possible du système actuel de nos Caisses de prévoyance. Elle consisterait à stipuler simplement que si une exploitation ou un établissement affilié vient à cesser le travail, à entrer en liquidation, etc., la Caisse de prévoyance se portera créancière d'une somme égale au capital nécessaire au service des rentes restant dues au personnel de cet affilié ou à la Caisse de prévoyance elle-même du chef de l'amende dont seraient frappés les établissements dans lesquels l'accident est arrivé.

Comme dans le premier système, cette créance serait privilégiée.

Avant de tomber, d'habitude un établissement chancelle. Il n'y a donc rien de téméraire à prévoir que dans les dernières années de son existence, un tel établissement est exposé à se relâcher dans sa surveillance, dans les mesures prises pour la protection de son personnel. Au lieu de le débiter, à la cessation de ses opérations, de sa quote-part des capitaux dus par la collectivité pour assurer le paiement des rentes, celle-ci se porterait créancière privilégiée du capital nécessaire au règlement des pensions restant dues au personnel même de cet établissement. De cette façon, s'il y a eu négligence ou relâchement dans la surveillance, la collectivité en sortira indemne.

Sauf ce point spécial, rien ne serait changé au mode de procéder actuel des Caisses de prévoyance. Les avantages qui militent en faveur de leur maintien, c'est-à-dire la simplicité des écritures et la réduction des frais généraux, seraient donc conservés.



XII.

En cas de recours, ceux-ci devraient être portés devant une Chambre arbitrale, nommée soit par le Gouvernement, soit par la Députation permanente, et où les fonctions seraient gratuites, comme celles des membres des Commissions administratives des Caisses de prévoyance.

Ces Chambres arbitrales qui jugeraient souverainement et sans intervention d'avocats, ne s'occuperaient que des réclamations qui leur seraient soumises par les ouvriers ou par les patrons, au sujet des décisions prises par les Caisses de prévoyance concernant le refus ou le chiffre des pensions.

Ainsi serait organisée une juridiction d'appel qui faisait défaut jusqu'à ce jour, et c'est un reproche qu'à tort ou à raison on a parfois articulé contre les Caisses de prévoyance.

Cette juridiction ne donnera lieu qu'à des frais insignifiants, tandis que le projet de loi de MM. Janson et consorts, indépendamment des points que nous avons déjà signalés, exigerait à cet égard une administration assez dispendieuse.

Les articles 13 et 14 donnent en effet aux Conseils d'administration et aux Chambres arbitrales dont ils prévoient la création, des attributions multiples et importantes.

Pour qu'elles fussent remplies convenablement, on devrait, sans nul doute, en charger des fonctionnaires rétribués et établir des rouages administratifs dont la complication est toujours coûteuse.

XIII.

Dans l'exposé qui précède, nous n'avons pas eu la prétention d'entrer dans tous les détails du problème aride, hérissé de

difficultés, qui s'impose à l'attention des pouvoirs publics dans presque tous les pays de l'Europe.

Nous nous sommes attachés, uniquement, à discuter les questions essentielles que ce problème soulève et à indiquer sur quelles bases devrait, selon nous, reposer la réforme projetée du système établi par le Code civil.

La solution qui prévaudra au sein des Chambres législatives, aura sur les destinées de l'industrie et de la classe ouvrière, en Belgique, une influence considérable.

Nous avons confiance dans la prudence et la sagesse du législateur.

Assurer à toutes les victimes des accidents du travail une réparation du dommage dont elles souffrent, tout en respectant les intérêts de l'industrie, sur laquelle on ne peut faire peser des charges écrasantes sans courir à un désastre qui atteindrait en premier lieu la classe ouvrière, tel est le résultat désirable auquel il faut atteindre.

Nous croyons avoir démontré qu'il est pratiquement réalisable à la triple condition de supprimer la responsabilité civile, de réduire au minimum les frais d'administration par le maintien, dans toute la mesure du possible, des institutions existantes, telles que les Caisses de prévoyance, ou la création d'institutions semblables, dans les industries où elles font défaut, et, enfin, en ce qui concerne le taux des indemnités, de rester, comme le législateur allemand et la Commission gouvernementale belge, dans les limites de la modération.

---

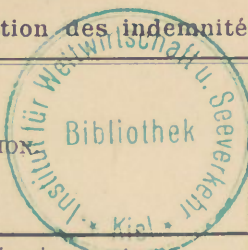


# ANNEXE I.

1

## Classification des indemnités.

DÉNOMINATION		Catégorie.	Fraction de l'indemnité totale prévue par la loi pour la 1 <sup>re</sup> catégorie.	Genre de pensions.
Incapacité totale.	Cas de première catégorie entraînant pour la victime l'incapacité absolue et permanente de tout travail, tels que perte des 2 yeux, des 2 bras, des 2 mains, des 2 jambes, des 2 pieds, d'une jambe et d'un bras, d'une main et d'un pied.	1 <sup>re</sup>	100	Pensions de durée illimitée.
	Perte d'un bras ou d'une jambe (avec amputation de la cuisse).	2 <sup>e</sup>	75	
Incapacité partielle.	Perte de la main droite, perte de la main gauche, perte d'une jambe (avec amputation du mollet), perte du bras gauche, perte d'un pied, cas d'incapacité professionnelle.	3 <sup>e</sup>	62	
	Perte d'un œil, perte du pouce droit, perte du pouce gauche, perte de l'index droit.	4 <sup>e</sup>	30	
	Perte de deux phalanges de l'index droit, perte de l'index gauche, perte du médius droit.	5 <sup>e</sup>	15	
	Perte du médius gauche, perte de l'annulaire droit, perte du petit doigt droit, perte de l'annulaire gauche, perte du petit doigt gauche.	6 <sup>e</sup>	7	
Ascendants	Père ou mère seul.	7 <sup>e</sup>	30	Pensions de durée limitée.
	Père et mère réunis.	8 <sup>e</sup>	40	
Veuves.	Non remariées.	9 <sup>e</sup>	40	
	Remariées jusques et y compris l'année du remariage.	10 <sup>e</sup>	40	
Enfant.	Trois au maximum par famille et jusque 14 ans, chacun.	11 <sup>e</sup>	10	Pensions de durée limitée.
Incapacités temporaires.		12 <sup>e</sup>	62	







# ANNEXE II.



SALAIRES RÉELS												MONTANT DES SALAIRES	
												dans l'hypothèse d'un salaire de	
ANNÉE	NOMBRE d'ouvriers	NOMBRE de journées	MONTANT TOTAL des salaires	SALAIRE MOYEN DE L'OUVRIER		PÉRIODE DÉCENNALE	NOMBRE D'OUVRIERS	NOMBRE de journées	MONTANT TOTAL des salaires	SALAIRE MOYEN DE L'OUVRIER		par année	par période décennale
				par an	par journée					par an	par journée		
1860	18.864	5 554.524	11.633.900									18.864.000	
1861	19.696	5.827.901	12.684.794	654	2.18							19.696.000	
1862	21.698	6.404.422	13.894.423	642	2.14							21.698.000	
1863	21.002	6.245.264	13.711.211	633	2.11							21.002.000	
1864	21.051	6.291.539	14.319.571	650	2.16							21.051.000	
1865	21.266	6.328.242	15.976.462	715	2.38							21.266.000	
1866	23.075	6.842.899	18.145.070	739	2.48							23.075.000	
1867	25.195	7.439.877	20.163.046	765	2.55							25.195.000	
1868	23.292	6.947.199	17.976.539	732	2.45							23.292.000	
1869	23.339	6.943.956	18.569.376	748	2.49	1860 à 1869	218.478	64.825.823	157.074.395	719	2.42	23.339.000	218.478.000
1870	23.997	7.167.308	20.725.909	863	2.89	1861 à 1870	223.611	66.438.607	166.166.404	743	2.51	23.997.000	223.611.000
1871	25.227	7.535.714	22.694.052	899	3.01	1862 à 1871	229.142	68.146.420	176.175.662	768	2.58	25.227.000	229.142.000
1872	25.553	7.625.136	26.133.708	1.023	3.43	1863 à 1872	232.997	69.367.134	188.414.944	803	2.72	25.553.000	232.997.000
1873	27.867	8.254.161	32.053.789	1.150	3.88	1864 à 1873	239.862	71.376.031	206.757.522	862	2.90	27.867.000	239.862.000
1874	28.611	8.513.067	32.543.851	1.138	3.82	1865 à 1874	247.422	73.597.559	224.981.802	909	3.06	28.611.000	247.422.000
1875	28.897	8.627.053	31.602.160	1.090	3.66	1866 à 1875	255.053	75.896.370	240.607.500	943	3.17	28.897.000	255.053.000
1876	28.305	8.188.908	28.609.008	1.020	3.49	1867 à 1876	260.283	77.232.379	251.071.438	965	3.25	28.305.000	260.283.000
1877	25.855	7.274.974	22.087.508	854	3.03	1868 à 1877	260.943	77.077.476	252.995.900	969	3.29	25.855.000	260.943.000
1878	25.136	7.147.356	21.515.340	855	3.09	1869 à 1878	262.787	77.277.633	256.534.701	976	3.30	25.136.000	262.787.000
1879	24.579	7.081.311	20.991.222	854	2.97	1870 à 1879	264.027	77.414.988	258.956.547	980	3.34	24.579.000	264.027.000
1880	26.025	7.677.250	24.005.018	922	3.11	1871 à 1880	266.055	77.924.930	263.235.656	985	3.36	26.025.000	266.055.000
1881	25.183	7.352.160	23.737.543	942	3.22	1872 à 1881	266.011	77.741.376	263.279.147	989	3.38	25.183.000	266.011.000
1882	25.000	7.432.853	23.832.463	953	3.20	1873 à 1882	265.458	77.549.093	260.977.902	982	3.36	25.000.000	265.458.000
1883	25.659	7.715.131	25.620.394	998	3.45	1874 à 1883	263.250	77.010.063	254.544.507	966	3.30	25.659.000	263.250.000
1884	24.818	7.239.708	23.101.590	931	3.17	1875 à 1884	259.457	75.786.701	245.102.246	966	3.30	24.818.000	259.457.000
1885	24.506	7.140.920	21.504.480	832	3.05	1876 à 1885	255.066	74.300.571	235.004.566	921	3.16	24.506.000	255.066.000
1886	23.866	6.909.709	20.481.170	858	2.96	1877 à 1886	250.627	73.021.372	226.876.728	905	3.11	23.866.000	250.627.000
1887	24.189	7.291.457	21.834.390	903	3.00	1878 à 1887	248.961	73.037.355	226.623.610	910	3.10	24.189.000	248.961.000
1888	25.532	7.721.412	23.945.430	938	3.10	1879 à 1888	249.357	73.611.911	229.053.700	918	3.25	25.532.000	249.357.000
1889	26.907	8.178.921	26.492.700	985	3.24	1880 à 1889	251.685	74.709.521	234.555.178	931	3.14	26.907.000	251.685.000





# ANNEXE III.

3

TABLEAU de la vie moyenne, déduit des tables de population insérées  
dans l'Annuaire de l'Observatoire de Bruxelles (1).

(Année 1850, page 181.)

Age	Vie moyenne de la population générale	Age	Vie moyenne de la population générale	Age	Vie moyenne de la population générale
10 ans	42.6	41 ans	25.2	72 ans	7.2
11	41.9	42	24.6	73	6.8
12	41.3	43	24.0	74	6.5
13	40.7	44	23.5	75	6.1
14	40.1	45	22.9	76	5.8
15	39.5	46	22.3	77	5.6
16	38.9	47	21.7	78	5.2
17	38.4	48	21.1	79	4.9
18	37.8	49	20.4	80	4.6
19	37.3	50	19.8	81	4.4
20	36.8	51	19.2	82	4.1
21	36.3	52	18.6	83	3.9
22	35.9	53	18.0	84	3.7
23	35.4	54	17.3	85	3.6
24	35.0	55	16.7	86	3.5
25	34.5	56	16.0	87	3.4
26	33.9	57	15.4	88	3.2
27	33.4	58	14.8	89	3.1
28	32.8	59	14.2	90	2.9
29	32.2	60	13.6	91	2.6
30	31.6	61	13.0	92	2.5
31	31.0	62	12.5	93	2.4
32	30.5	63	11.9	94	2.3
33	29.9	64	11.4	95	2.2
34	29.3	65	10.9	96	1.9
35	28.7	66	10.4	97	1.6
36	28.1	67	9.9	98	1.4
37	27.5	68	9.4	99	1.2
38	26.9	69	8.9	100	
39	26.3	70	8.5		
40	25.7	71	8.1		
	1060.2		1564.4		1678.6

(1) D'après Maus : *Premier Rapport sur la Caisse des Veuves et Orphelins*, 1838.





ET ÉTEINTES DE 1871 A 1912 INCLUSIVEMENT

	Total.
7	3007
4	164
1	3171
2	206







V A

1871 & RESTANT A ÉCHOIR AU 31 DÉCEMBRE DE CHAQUE ANNÉE.









# ANNEXE V<sup>B</sup>

RÉCAPITULATION du nombre et montant des pensions accordées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1871 et restant à échoir au 31 décembre de chaque année jusqu'en 1912. Rapport entre le montant des dépenses y compris les frais généraux et le salaire annuel

Années	Nombre	Montant	Frais généraux	Total	Nombre d'ouvriers	Salaire annuel calculé à fr. 1000 par ouvrier	Rapport entre le montant des pensions et le salaire annuel
1871	223	57.590	20.182	77.772	25.227	25.227.000	0.308
1872	428	112.230	20.442	132.672	25.553	25.553.000	0.532
1873	607	153.680	22.294	175.974	27.867	27.867.000	0.631
1874	975	202.480	22.889	225.369	28.611	28.611.000	0.788
1875	1.026	267.140	23.118	290.258	28.897	28.897.000	1.004
1876	1.160	302.180	22.640	324.820	28.305	28.305.000	1.147
1877	1.259	329.300	20.684	349.984	25.855	25.855.000	1.353
1878	1.382	368.920	20.109	389.029	25.136	25.136.000	1.547
1879	1.469	392.280	19.663	411.943	24.579	24.579.000	1.676
1880	1.623	436.310	20.820	457.130	26.025	26.025.000	1.757
1881	1.786	482.400	20.146	502.546	25.183	25.183.000	1.995
1882	1.836	506.010	20.000	526.010	25.000	25.000.000	2.104
1883	1.922	529.310	20.527	549.837	25.659	25.659.000	2.142
1884	1.962	547.540	19.854	567.394	24.818	24.818.000	2.286
1885	2.078	585.690	20.182	605.872	25.227	25.227.000	2.402
1886	2.167	617.430	20.442	637.872	25.553	25.553.000	2.496
1887	2.248	642.490	22.294	664.784	27.867	27.867.000	2.386
1888	2.326	670.860	22.889	693.749	28.611	28.611.000	2.425
1889	2.476	722.230	23.118	745.348	28.897	28.897.000	2.579
1890	2.529	742.920	22.640	765.560	28.305	28.305.000	2.705
1891	2.554	757.580	20.684	778.264	25.855	25.855.000	3.010
1892	2.604	782.670	20.109	802.779	25.136	25.136.000	3.194
1893	2.614	789.800	19.663	809.463	24.579	24.579.000	3.293
1894	2.708	821.770	20.820	842.590	26.025	26.025.000	3.237
1895	2.803	854.670	20.146	874.816	25.183	25.183.000	3.474
1896	2.780	858.470	20.000	878.470	25.000	25.000.000	3.514
1897	2.807	862.530	20.527	883.057	25.659	25.659.000	3.442
1898	2.780	857.780	19.854	877.634	24.818	24.818.000	3.536
1899	2.852	876.900	20.182	897.082	25.227	25.227.000	3.556
1900	2.899	892.120	20.442	912.562	25.553	25.553.000	3.571
1901	2.918	896.920	22.294	919.214	27.867	27.867.000	3.299
1902	2.950	909.160	22.889	932.049	28.611	28.611.000	3.258
1903	3.063	945.710	23.118	968.828	28.897	28.897.000	3.352
1904	3.035	935.570	22.640	958.210	28.305	28.305.000	3.385
1905	3.005	931.950	20.684	952.634	28.855	25.855.000	3.685
1906	3.007	935.830	20.109	955.939	25.136	25.136.000	3.803
1907	2.965	923.780	19.663	943.443	24.579	24.579.000	3.838
1908	2.999	933.350	20.820	954.170	25.025	26.025.000	3.666
1909	3.064	954.920	20.146	975.066	25.183	25.183.000	3.872
1910	2.991	939.690	20.000	959.690	25.000	25.000.000	3.839
1911	2.980	931.270	20.527	951.797	25.659	25.659.000	3.709
1912	2.934	917.520	29.854	947.374	24.818	24.818.000	3.777
Totaux	94.614	28.178.950	880.104	29.059.054	1.100.145	1.100.145.000	
Moyenne annuelle			20.955		26.194	26.194.000	





